



Rue Comte Emmanuel de Las Cases

81100 CASTRES

Tél : 05 63 62 11 92

Fax : 05 63 62 11 94

Mél : [0810959c-gest@ac-toulouse.fr](mailto:0810959c-gest@ac-toulouse.fr)

Site : <https://borde-basse.entmip.fr>

# ACCORD CADRE DE FOURNITURES

## A PROCEDURE ADAPTEE

### OBJET DE L'ACCORD CADRE

### VOYAGE SCOLAIRE « ETATS-UNIS »

**DU 11 AU 26 OCTOBRE 2019**

REFERENCE DE L'ACCORD CADRE : N°01-19-V1.0

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES – CCTP

**Représentant du Pouvoir Adjudicateur** : Madame la Proviseure, Najat DELPEYRAT

**Personne habilitée à donner des renseignements d'ordre administratif** :

Caroline SAULIERE : [caroline.sauliere@ac-toulouse.fr](mailto:caroline.sauliere@ac-toulouse.fr) / 05 67 46 10 03

**Personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique** :

Madame Ariane Rosenau : [ariane.rosenau@ac-toulouse.fr](mailto:ariane.rosenau@ac-toulouse.fr)

**Comptable assignataire** : Isabelle Sébastian : [isabelle.sebastian@ac-toulouse.fr](mailto:isabelle.sebastian@ac-toulouse.fr) / 05 63 62 11 91

**Le présent cahier des clauses particulières (CCP) est composé de 7 pages numérotées de 1 à 7**

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article 1 - Objet de l'accord cadre.....	3
Article 2 – Type et forme de l'accord-cadre.....	3
Article 3 – Montant de l'accord cadre.....	3
Article 4 - Durée de l'accord cadre.....	4
Article 5 – Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	4
Article 6 – Modalités des commandes.....	4
Article 7 – Définition des produits .....	4
Article 8 - Garantie et responsabilités.....	5
Article 9 – Modalités d'établissement des prix.....	5
Article 10 - Modalités de règlement .....	5
Article 11 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire.....	6
Article 12 - Résiliation .....	7
Article 13 - Assurance.....	7
Article 14– Droit et règlement des litiges .....	7
Article 15 – Dérogations au CCAG-FCS.....	7

## Article 1 - Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre a pour objet **UN VOYAGE SCOLAIRE AUX ETATS-UNIS DU 11 AU 26 OCTOBRE 2019 (16 JOURS COMPLETS) POUR 25 ELEVES MINEURS ET 3 ACCOMPAGNATEURS.**

Il est organisé dans le cadre d'un échange. Les visites de New-York auront lieu les 4 derniers jours avant le retour.

Il est alloté comme suit :

LOTS	Nomenclature communautaire CPV :
LOT 1 : VOYAGE ALLER RETOUR CASTRES/NEW-YORK	63500000-4
LOT 2 : HEBERGEMENT ET TRANSFERT AEROPORT	63500000-4
LOT 3 : VISITES	63500000-4

Le pouvoir adjudicateur chargé de coordonner la passation de l'accord cadre pour le compte de l'établissement est :

Najat DELPEYRAT  
Proviseure du lycée Borde Basse  
Rue Comte Emmanuel de Las Cases  
81100 CASTRES  
Tél : 05 63 62 11 92  
Fax : 05 63 62 11 94

Le pouvoir adjudicateur est chargé de signer et de notifier l'accord cadre.

L'**accord-cadre mono-attributaire** est le contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et un opérateur économique unique.

Le **titulaire de l'accord cadre** est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations.

Le **représentant du titulaire** soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

## Article 2 – Type et forme de l'accord-cadre

Cet accord-cadre est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles 42-2 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et 27 du décret du 25 mars 2016. Il est à bon de commande en application de l'article 80 du décret du 25 mars 2016.

Les fournitures et les modalités d'exécution de l'accord-cadre sont décrites dans le présent cahier des clauses administratives particulières.

Le titulaire est en mesure de fournir les fournitures décrites, il s'engage à une obligation de résultat afin d'exécuter les prestations de l'accord-cadre.

Le présent marché ne présente pas de tranches optionnelles.

## Article 3 – Montant de l'accord cadre

Le montant estimé de cet accord-cadre est estimé à 25 905.00 €.

Les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et les règles en vigueur. Les montants hors taxes sont ceux figurant au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Le taux de TVA est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché. L'euro est la monnaie de compte du présent marché.

#### Article 4 - Durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour la durée du voyage.

#### Article 5 – Pièces constitutives de l'accord-cadre

L'accord-cadre est régi par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant:

1 - l'acte d'engagement et l'annexe financière (BPU), signés lors de la remise de l'offre

2 – le cahier des clauses particulières ;

3 - le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de service (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (pièce non jointe, consultable sur LEGIFRANCE.fr)

4 - la proposition technique du titulaire et les moyens spécifiquement mis en œuvre pour la fourniture des prestations décrites.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent accord cadre, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur l'accord cadre.

#### Article 6 – Modalités des commandes

La commande est réalisée au moyen d'un bon de commande délivré par l'établissement et comportant :

- La référence de l'accord-cadre
- le nom de l'établissement passant la commande
- le numéro du bon de commande et sa date d'émission
- La désignation du voyage
- le prix unitaires hors taxes
- le montant HT de la commande et le montant TTC
- la date
- l'adresse de facturation
- la signature de la personne habilitée à engager la dépense.

#### Article 7 – Définition des prestations

##### **LOT 1 : VOYAGE ALLER-RETOUR CASTRES/NEW-YORK**

##### **1-1 : Voyage Aller : départ de Castres le 11 octobre 19, +/- 2 jours suivant tarif avion**

1° Aller Castres-Blagnac en bus

2° Aller Blagnac/New-York en avion

**Une variante pourra être proposée sur les vols Castres-Mazamet/Paris /New-York.**

**Une variante pourra être proposée sur les vols Paris /New-Wark.**

**Les variantes feront l'objet d'un acte d'engagement (ATTRI 1) et d'un B.P.U distincts.**

Le départ devra s'effectuer au plus tôt le matin.

**1-2 : Voyage Retour : le 25 octobre 19 (pour une arrivée à Castres dans la journée du 26) +/- 2 jours suivant tarif avion.**

1° Retour New-York/Blagnac en avion

3° Retour Blagnac/Castres en bus le samedi 26 octobre 2019. (pas avant 15h00).

**Une variante pourra être proposée sur les vols New-York/Paris /Castres-Mazamet.**

**Une variante pourra être proposée sur les vols New-Wark/Paris**

***Une annulation multi-risques -annulation, assurance, rapatriement- (y compris si l'annulation est imposée par les autorités de tutelle) est impérativement demandée.***

## **LOT 2 : HEBERGEMENT ET TRANSFERT AEROPORT**

2 nuitées sur New-York City (dans le quartier de Manhattan) avec petit déjeuner inclus du 23 au 25 octobre 2019 (nuit du 23 au 24 et nuit du 24 au 25).

L'hébergement dans un établissement type auberge de jeunesse sera privilégié.

Transfert en bus du lieu d'hébergement à l'aéroport le 25/10.

## **LOT 3 : VISITES**

- 23/10 après-midi : Visite du Metropolitan Museum of Art
- 24/10 au matin : Visite de Ellis Island : Promenade en bateau autour de la Statue de la Liberté et visite complète du musée de l'immigration
- 25/10 au matin : Visite de l'Empire State Building.

## **Article 8 – Garantie et responsabilités**

La fourniture est garantie par le titulaire contre tout vice caché.

## **Article 9 – Modalités d'établissement des prix**

Le prix indiqué dans l'accord-cadre sera appliqué à la commande. Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Il inclut obligatoirement :

- Le transport aller-retour bus-avion,
- Les frais de péages, autoroutes et parking,
- Les petits déjeuners des 2 matins des 24 et 25 octobre 2019
- Les réservations et droits d'entrée des visites et activités qui les nécessitent.
- Une messagerie vocale pour les parents
- Une assistance téléphonique 7J/7

## Article 10 – Modalités de règlement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

### 10.1 - Délai global de paiement et intérêts moratoires

En application de l'article 59 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, le délai global maximum de paiement du présent marché est fixé à 30 jours après réalisation de chacune des prestations. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date de réception des fournitures, lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable assignataire.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 10.2 - Éléments de facturation

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures devront parvenir par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception, à l'adresse indiquée dans le bon de commande.

Ces demandes de paiement porteront, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- la désignation de l'établissement contractant
- le numéro du marché
- le numéro de SIRET du titulaire
- les coordonnées bancaires ou postales, conformes à celles mentionnées dans le marché
- la date de la livraison
- la date de la facture
- le montant détaillé HT en euros
- le taux et montant de la TVA
- Le montant TTC en euros

### 10.3 – Clause de paiement

## Article 11 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, l'accord-cadre est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, l'accord-cadre est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

## Article 12 - Résiliation

Les clauses mentionnées au chapitre 6 du CCAG-FCS sont entièrement applicables à l'accord cadre.

En cas de résiliation prononcée pour faute du titulaire, le marché pourra être exécuté aux frais et risques de celui-ci.

#### Article 13 - Assurance

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution de l'accord cadre, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être demandé, la souscription de garanties complémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par la (les) police(s) sont insuffisants.

#### Article 14 – Droit et règlement des litiges

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation collective sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions du C.C.A.G. applicables aux marchés de fournitures courantes et de services et du CCP, à **Madame Isabelle SEBASTIAN, agent comptable du lycée Borde Basse**.

En cas de litige persistant, les litiges pourront être portés devant le tribunal administratif de Toulouse.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le lycée et le titulaire de l'accord-cadre ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas d'infractions caractérisées aux clauses contractuelles, la personne responsable peut résilier l'accord-cadre sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

#### Article 15 – Dérogations :

Les dérogations du présent CCP sont :

Article du CCP	Article du CCAG-FCS	Objet
15	30.2	Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

